

Le CCIF au cœur du débat après l'attentat de Conflans



Article rédigé par *RT France*, le 20 octobre 2020

Source [RT France] Au centre de l'attention depuis l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), de nombreuses personnalités politiques et publiques sont montées au créneau soit pour appeler à la dissolution du CCIF, soit pour soutenir l'association.

L'annonce du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, le 19 octobre 2020 sur Twitter, dans laquelle il demande la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), considéré comme «une association ennemie de la République», et au centre de l'attention depuis l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) au cours duquel un enseignant a été décapité le 16 octobre, a suscité de vives réactions de personnalités politiques et publiques sur les réseaux sociaux.

La veille, le CCIF a mis en ligne un tweet dans lequel il se dit être la cible de menaces de mort. «Depuis hier [le 17 octobre], nous sommes la cible de menaces de mort et d'une campagne de haine qui exige la dissolution du CCIF. Devant autant de calomnies, d'une incroyable indécence compte tenu du contexte, notre équipe reçoit un soutien grandissant. Merci du fond du cœur», a fait savoir l'organisation.

Dans le même temps, les mots-clefs «DissolutionCCIF» et «SoutienCCIF», soutenus par diverses personnalités, se font face sur la plateforme de microblogging. La droite, vent debout contre le CCIF Après l'attentat qui a coûté la vie à l'enseignant Samuel Paty, plusieurs personnalités, comme la députée LREM des Yvelines Aurore Bergé et l'ancienne journaliste de Charlie Hebdo Zineb el-Rhazoui, ont accusé le CCIF d'avoir participé à une «chasse à l'homme» contre le professeur de collège.

Le CCIF avait annoncé porter plainte contre la présidente déléguée du groupe LREM à l'Assemblée nationale ainsi que contre Zineb el-Rhazoui. Sans surprise, ces deux personnalités ont appelé à la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France. «Oui, j'appelle à la dissolution du CCIF ! Cette organisation a apporté un support juridique à ceux qui ont lynché l'enseignant. Elle était à l'initiative de la "marche contre l'islamophobie". Elle cherche à créer du séparatisme entre les Français», a estimé Aurore Bergé, le 18 octobre sur Twitter.

En savoir plus sur RT France :

<https://francais.rt.com/france/79830-dissolutionccif-vs-soutienccif-association-coeur-debat-attentat-conflans>